

Pour une rupture patronale avec le capitalisme

La sagesse de ceux qui ont traversé des tempêtes n'apaisera pas les cœurs moussaillons. Ils disent: "La bourse a connu des hauts. Elle peut accuser des bas. Revenir au cours de janvier n'annule pas les gains prodigieux, en capitalisation boursière, qui se sont échelonnés entre 83 et 86". Mais cette sagesse-là est un peu courte. Il ne s'agit pas seulement de l'alternance de la pluie et du beau temps.

D'autres diagnostiquent le mal américain. Je me souviens qu'au début de la présidence de Mitterrand et de Reagan, orientant l'économie de leurs pays, l'un dans un sens socialiste, l'autre dans un sens néo-libéral, les Groupements patronaux vaudois avaient demandé à leurs lecteurs de prendre rendez-vous pour la fin du mandat de ces deux présidents. Dans une petite note, DP avait souligné l'inégalité des conditions d'expérience. D'un côté, un pays, moyen, à monnaie plutôt faible, soumis à la rigueur du marché des changes, et, de l'autre, la première puissance du monde, disposant d'une monnaie internationale et de la facilité étonnante de faire, impunément, marcher la planche à billets.

Et de fait, dès 83, la France n'a pas eu d'autre choix que de retrouver le chemin de la rigueur, quand les Etats-Unis pouvaient accumuler les déficits publics et commerciaux sans subir de contrainte extérieure. Peut-être atteignent-ils la limite tolérée et tolérable du laisser-aller?

Mais, pour nous, la question n'est ni la cote de la bourse, ni le diagnostic économique. Elle est politique ou philosophique. Quelle est la finalité de l'entreprise? Comme les Romands subissent l'effet déformant de la politique française, fut lancée et reçue l'idée que le socialisme se réconciliait avec l'entreprise.

Le socialisme européen n'avait pas attendu la mue hexagonale. Le mouvement coopératif, prolongé par des essais autogestionnaires, révélait une appropriation communautaire de l'esprit d'entreprise. Le mouvement syndical débouchait sur les conventions collectives adaptées aux situations de chaque branche professionnelle. Même la Suède, caricaturée trop longtemps, conservait à 90% un secteur privé, d'ailleurs efficient. Pour le socialisme,

l'entreprise n'était pas une idée neuve.

Mais au temps de la prétendue réconciliation à la française, nous soulignons, dans DP - que le lecteur pardonne des références de mémoire, mais la politique s'inscrit dans la durée - les excès détestables du capitalisme financier.

Qui ne se souvient des placements à 15% en dollars, dans une monnaie soutenue par les taux pharamineux et qui ne présentaient pas de risques de changer sur le court terme? Qui a oublié les gains enregistrés par des placements en bourse, en hausse constante pendant 4 ans? Qui n'a pas en tête les coups de raiders, achetant en sous-main, avant de lancer une OPA pour faire tomber une proie ou revendre leurs actions à un cours plus élevé?

Ce monde de plus en plus artificiel, abstrait, utilisant à fond l'instantanéisme de l'informatique, brassant, chaque jour, des centaines de milliards, s'éloignait toujours plus de la dimension humaine de l'entreprise, où des hommes travaillent, inventent, gèrent, prennent des risques.

Le profit financier ou spéculatif dévalorisait le profit industriel, commercial, gestionnaire. Certes, les divergences entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel ne sont pas nouvelles. Toute une critique, marxienne, les a étudiées. Mais jamais dans l'histoire, elles n'ont atteint de telles proportions.

Qui contredit l'esprit d'entreprise, aujourd'hui? Ni le socialisme, ni le syndicalisme. Mais certainement la spéculation, le profit purement financier, l'argent qui a perdu son effigie.

Dans ce tourbillon, la position de la Suisse est ambiguë. La force de sa place financière, le rendement des services bancaires, les revenus énormes tirés de ses placements à l'étranger la branchent sur ces brassages de capitaux qui lui rapportent beaucoup. Faut-il subir?

Car l'esprit communautaire, la réalité de l'entreprise où l'homme compte, ont besoin d'un nouveau souffle. On a cru à une reconversion de la gauche sur ces valeurs; on attend que de l'autre côté on marque une "rupture" avec le capitalisme abstrait. Et qu'il en résulte des initiatives concrètes.

Après la nuit du match

■ (wl) Neuchâtel, stade de la Maladière. Tout est dit dès le coup de siflet final: Xamax bat le Bayern de Munich par 2 à 1, buts de Lüthi, Matthäus et Sutter.

Dans le match politique qui s'est joué les 17 et 18 octobre, la victoire fut moins facile à attribuer.

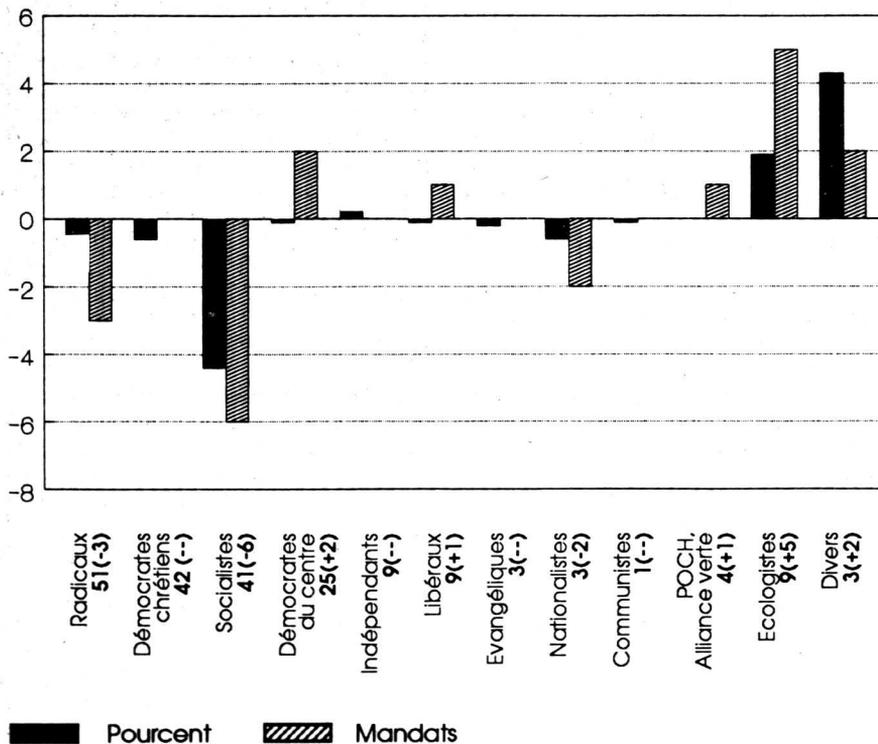
Les astuces de la distribution proportionnelle et le panachage (60 % des listes déposées) ont rendu le résultat définitif difficilement prévisible. Des buts ont été inscrits jusqu'à mercredi soir encore et il a fallu annuler certains de ceux que l'on croyait marqués dimanche. Tout cela n'a pas empêché certains journalistes de répéter les interprétations de la toute première heure: "stagnation des Verts, renforcement du camp bourgeois, Waterloo socialiste".

Au soir des élections, une table ronde réunissant les présidents des partis gouvernementaux à la TV allemandique a permis d'entendre des

points de vue beaucoup plus nuancés. Ces messieurs ne se sont pas contentés de compter leurs sièges, mais ont examiné la force électorale des formations exprimée en pourcentage des votes. Cet indicateur plus fiable prend son importance si l'on veut se situer par rapport aux enjeux à venir. Une telle statistique (tableau ci-dessous) permet de voir que les vainqueurs au nombre des mandats ne sont pas forcément supportés par un électorat plus important: ainsi, la victoire de l'UDC et des Libéraux perd beaucoup de son aspect triomphal. Les voix éparpillées récoltées par les petites listes ne se transforment pas en sièges. Par contre, les Verts de toutes tendances ont bien profité de leurs gains électoraux. Il faut aussi signaler deux tendances importantes que l'on était en train d'oublier ces derniers jours: premièrement, c'est l'ensemble du camp gouvernemental qui perd des voix, et pas seulement

le PSS. UDC, PDC et Radicaux réalisent également un de leurs plus mauvais scores depuis 1919. D'autre part, la participation, plus basse que jamais, nous indique que derrière la "stabilité" inoxydable se dessinent des changements profonds de l'électorat qui porte notre démocratie. Si l'échec socialiste est indiscutable, il soulève des questions auxquelles il ne sera pas facile de répondre. Les partis bourgeois ont compris que, pour conquérir un électorat flottant qui approche les 50 %, la personnalisation de la campagne était plus payante que l'arsenal classique de l'idéologie. Est-ce une voie à suivre? La politique d'ouverture socialiste n'a pas servi à mobiliser des voix supplémentaires. On remarque toutefois que l'électorat du parti a en général porté les verts, les femmes et les jeunes en tête des listes. Au-delà du problème délicat des relations avec les syndicats, qui sont les grands perdants de ce scrutin, se pose la question de l'avenir du socialisme tout court dans une société atomisée. La tendance actuelle est à un nouvel absolutisme – celui de l'individu. L'ancienne solidarité devient tentation de définir son propre intérêt en le faisant passer pour le bonheur de l'autre. Il faut trouver mieux.

ELECTIONS 87 – GAINS ET PERTES DES PARTIS



Le chiffre indique le nombre de sièges dans le nouveau parlement. Entre parenthèses, la variation par rapport à l'élection de 83.

La force réelle

■ (réf) Le tableau ci-contre montre que les gains et les pertes des partis exprimés en sièges ne correspondent pas tout à fait à la force réelle des formations politiques. Le cas des Libéraux, et plus encore de l'UDC, donnée comme grand vainqueur de ces élections, est significatif: ces partis augmentent leur députation en récoltant 0,1% de suffrages en moins qu'à l'élection précédente.

Ce sont les hasards de la représentation proportionnelle qui donnent à une liste la chance de saisir un siège là où il est à prendre. La droite, bien qu'en perte de vitesse un peu partout, sort renforcée de ce scrutin, grâce aux transferts qui s'opèrent à l'intérieur du bloc bourgeois et à la "défaite" socialiste. Le tableau montre que celle-ci aurait pu être pire encore. Mesurée à l'aune des pertes radicales (0,5%, 3 sièges), la diminution du groupe PS aurait dû être plus importante.

Bilan et perspectives

■ (jd) Le vert électoral, couleur obliquée durant la campagne, va-t-il passer comme feuillage à l'automne? La NZZ rappelle aux partis bourgeois que leur stabilité ne doit pas faire oublier que, même parmi leurs électeurs, les préoccupations face aux atteintes à l'environnement sont bien réelles. Et la gazette zurichoise de préconiser un contrôle de la crédibilité des partis bourgeois qui ont maintenant à traduire en actes leurs promesses électorales.

La protection de l'environnement est une question grave et complexe; et la méfiance est de mise face aux réponses simplistes, aux solutions apparemment évidentes, aux mises en accusation unilatérales. L'enjeu est tel qu'on devrait pouvoir faire l'économie d'une guerre de tranchées idéologiques, stérile parce que les coups portés à l'adversaire prennent plus d'importance que les objectifs à atteindre. Pour atteindre ces objectifs - prise en compte de l'équilibre écologique dans toutes les activités humaines - il faudra convaincre de la nécessité et de l'efficacité des mesures proposées. Tâche pédagogique indispensable pour rallier le soutien d'une large majorité.

A titre de contribution à cette tâche d'information, on peut signaler deux publications récentes, disponibles en allemand seulement.

Umweltsituation Schweiz, une brochure éditée et distribuée gratuitement

par la banque Vontobel à Zurich (Bahnhofstrasse 3, 8022 Zurich), d'accès facile, donne un aperçu rapide de la situation du sol, de l'air, de l'eau, des déchets, du bruit, des espèces végétales et animales, indique les points faibles de la protection de l'environnement et propose quelques pistes pour l'avenir.

Zwischenbilanz Umweltschutz regroupe une série de douze articles parus l'été dernier dans la *Neue Zürcher Zeitung*. Un panorama utile de l'état de l'environnement en Suisse, un inventaire des mesures prises et une évaluation du rôle respectif de l'Etat, des entreprises et des particuliers dans la solution des problèmes à résoudre.

Bâle, sa région et l'Europe

■ (cfp) Bâle est fort préoccupée par son avenir européen.

A la tête d'une région qui porte son nom, elle veille à clarifier les rapports entre les trois parties qui la composent: l'Alsace, le Pays de Bade et elle-même. Un colloque vient d'avoir lieu à Fribourg-en-Brisgau pour confronter la politique sociale dans les trois pays. Il s'agissait d'un échange d'expériences portant aussi bien sur l'action gouvernementale que sur celle des œuvres privées. La réalité du chômage prolongé a été tout particulièrement considérée. La lutte contre la pauvreté ne doit pas exclure les étrangers et les réfugiés en quête d'asile. Une certaine parenté entre tous les systèmes d'aide sociale a été reconnue, même si la large faculté de légiférer par les cantons suisses est considérée comme atypique par les Français et les Allemands.

Ce colloque était une première tentative. D'autres auront lieu et des groupes de travail régionaux seront constitués pour traiter des sujets communs.

Cette collaboration transnationale sur le plan régional n'empêche pas les Bâlois de considérer les défis posés jusqu'en 1992 par la constitution d'une Europe plus unie. Le Grand Conseil de Bâle-Ville se penche sur cette question car elle est vitale, en particulier pour l'industrie chimique bâloise.

■ (jd) Le Conseil d'Etat genevois récidive. Début 1986 il signifiait à la TV romande son refus de voir participer Le Pen à l'émission "Le Défi". Une interdiction d'ailleurs facilement tournée par un duplex avec Paris.

LE PEN INDESIRABLE

Genève s'entête

Aujourd'hui, le dirigeant du Front national est empêché de participer à un dîner-débat dans un grand hôtel du bout du lac. On peut mettre en doute le bon goût du tout nouveau "Cercle international d'études économiques et politiques", organisateur de la manifestation, qui se croit obligé de frapper bas pour des raisons publicitaires: s'il est une pensée simpliste et primaire, c'est bien celle de Le Pen, et il n'est guère besoin de l'étudier longtemps pour en saisir la vacuité. Mais la raison n'est pas suffisante pour interdire de parole l'homme politique français.

Il faut répéter encore que l'arrêt du Conseil fédéral de 1948 sur les discours politiques d'étrangers - la base légale sur laquelle s'appuie le gouvernement genevois - est un texte inconstitutionnel: rien dans la Constitution fédérale n'autorise l'exécutif à limiter de manière durable les libertés publiques en période normale. A défaut d'une juridiction compétente pour casser ce texte, les autorités cantonales pourraient au moins se dispenser d'en faire usage, et faire la preuve qu'elles sont capables de veiller à l'ordre public lorsqu'il s'agit d'une manifestation privée. Mais le Conseil d'Etat préfère s'épargner le moindre ennui. Même si une nouvelle fois c'est le principe de la liberté d'expression qui en prend un coup.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

André Gavillet

Jacques Guyaz

Pierre Imhof

Wolf Jander

Charles-F. Pochon

Point de vue:

Beat Kappeler

Abonnement:

63 francs pour une année

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Domaine Public

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Tout a un prix, même la santé

■ (mam) 25% de la population mondiale habite dans les pays développés et consomme 86% des médicaments produits chaque année. 1% de l'argent dépensé pour la recherche dans l'industrie pharmaceutique est consacré aux maladies du tiers monde. Ces chiffres sont connus, mais ils méritent d'être inlassablement répétés. Une fois de plus, la revue *Vers un développement solidaire* (éditée par la Déclaration de Berne, chemin de Boston 11, 1000 Lausanne 9) présente un dossier qui touche juste. Des faits, des chiffres, peu de commentaires. Le scandale se lit entre les lignes.

Difficile, à lire les vingt-deux pages de ce dossier particulièrement dense et fourni, de retenir quelques poussées d'adrénaline. Etant en principe au service de la santé publique, l'industrie des médicaments devrait obéir à des règles différentes de celles qui régissent le commerce du tapis ou de la voiture d'occasion. C'est oublier un peu vite que le marché de la santé est avant tout un marché.

Faire du neuf à tout prix

Le fait est bien connu: un médicament guérit grâce à sa substance chimique active, ou principe actif. La découverte d'un nouveau principe actif prend entre 8 et 12 ans et coûte de 80 à 100 millions de francs suisses. Il existe actuellement plus de 3000 principes actifs différents, dont 250 à peu près sont considérés comme essentiels par l'OMS. Ici déjà, l'inflation est manifeste. S'y ajoute le fait que ces substances sont commercialisées sous plusieurs milliers de noms de marque.

C'est ainsi qu'en Suisse, par exemple, il existe trente médicaments contenant de l'acide acétylsalicylique, dont le plus connu est l'Aspirine. De manière plus générale, sur cent nouveaux médicaments enregistrés dans notre pays, nonante-huit ne sont que des formulations différentes de molécules déjà existantes, alors que deux seulement présentent des avantages thérapeutiques.

A ces fausses innovations s'ajoute la pratique courante qui consiste à

mélanger les principes actifs, avec des effets souvent peu satisfaisants, voire nocifs pour la santé.

Selon les autorités d'enregistrement des médicaments britanniques, l'innovation est dirigée "vers des rendements commerciaux plutôt que vers les besoins thérapeutiques". On connaît la réponse des grands de la chimie: seuls les bénéfices permettent à l'industrie pharmaceutique de développer la recherche. Essentielle à la médecine, seul espoir pour les patients atteints de maux incurables, la recherche semble auréolée de toutes les vertus.

Recherche et profit

Le chiffre énoncé plus haut montre

Le poids des trois Suisses

Au classement des 12 plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales, les chiffres de ventes exprimés en milliards de dollars ne varient qu'entre 2,66 et 1,47. Si les Américains se taillent la part du lion (Merck et American Home Products), devant les Allemands (Hoechst et Bayer), Ciba-Geigy occupe une "honorabile" 5^{ème} place avec 2,16 mia.\$. Vient ensuite 5 firmes américaines, alors que Roche et Sandoz "ferment la marche" (respectivement 1,49 et 1,47 mia.\$).

déjà dans quelle direction s'oriente la recherche: 1% pour le tiers monde, le reste pour les maladies "de riches" (cancer, et plus encore Sida), soit des produits destinés à des clients solvables.

Financée par le profit, la recherche dépend donc directement du bon "positionnement" de l'entreprise sur le marché. Et celui-ci s'obtient à coup de publicité. Les firmes suisses dépensent entre 17 et 22% de leur chiffre d'affaires en promotion, soit presque le double de ce qu'elles investissent dans la recherche! Au niveau mondial, les dépenses globales des entreprises pharmaceutiques en promotion frisent les 25 milliards de dollars, soit cent fois le budget annuel de l'OMS.

En matière de promotion, les techniques les plus diverses sont utilisées, de l'appareusement anodin au carrément scandaleux: Deux annonces, l'une pour un produit "qui aide les enfants à grandir" et l'autre pour un composé multivitaminé illustrent le type d'illusions que l'on cherche à entretenir dans l'esprit du public. La première, parue dans un magazine au Bangladesh, vante les vertus des anabolisants! Alors que l'autre présente une capsule en forme de corne d'abondance, remplie de fruits et de légumes, comme si vitamines et sels minéraux pouvaient remplacer la nourriture qui fait défaut aux paysans pakistanais.

Les gouvernements (surtout dans le tiers monde) qui accordent les autorisations de vente, les médecins et les pharmaciens, qui orientent directement la demande, font naturellement l'objet de soins attentifs. Suivant les pays, cela peut aller de la distribution de prospectus en quadrichromie à l'organisation de voyages ou de parties fines, en passant par les petits cadeaux et les contributions électorales. A noter qu'en Suisse, médecins et hôpitaux ont mis un sérieux frein à certaines de ces pratiques.

Mais encore...

Quelques informations piquées au hasard pour compléter ce tableau peu reluisant:

l'Orabolin, anabolisant fabriqué par une firme hollandaise, se trouve sous le même emballage en Grande-Bretagne et au Bangladesh. Seul

diffère le mode d'emploi: alors que ce produit est "non recommandé" pour les enfants anglais chez qui il risquerait de provoquer des tumeurs du foie et une certaine rétention d'eau, son "goût de framboise" le rend "particulièrement indiqué pour les jeunes enfants et les nourrissons" bengalis.

Plus grave encore, la pratique courante qui consiste à exporter vers le tiers monde des médicaments considérés comme dangereux ou interdits dans les pays qui les produisent. DP a déjà abordé le problème (no 871). Les Etats-Unis ont connu dans ce domaine une législation restrictive sur le principe: "ce qui n'est pas bon pour nous ne saurait être bon pour les autres". L'administration Reagan a assoupli la loi en vue de "renforcer la compétitivité outre-mer de l'industrie pharmaceutique américaine (!) et d'aider les autres nations (?)".

La Suisse n'a pas de loi à amender. Elle s'est toujours refusée à légiférer dans ce domaine, par respect pour l'indépendance des autres nations. Un sondage rendu public récemment montre que les trois grands de la chimie sont considérés par les Suisses comme les entreprises qui salissent le mieux notre image à l'étranger. Schweizerhalle n'explique pas tout. Le commerce des médicaments, quand il touche à l'immonde, doit être dénoncé sans relâche. C'est un des mérites du dossier de *Solidaire*.

EN BREF

Le périodique non conformiste nidwaldien *Bockshorn* a publié, en 28 tranches, des indications sur les 1132 personnes qui jouent un rôle dans le demi-canton d'Unterwald-lebas (comme le définit la Constitution fédérale). Il n'y a pas que des notables.

Peter Bodenmann, le nouveau conseiller national socialiste valaisan, entame sa carrière parlementaire sous d'heureux auspices. Il devrait passer souvent à la télévision, en raison de son intelligence, de ses idées, et surtout de son dialecte haut-valais-

L'exemple du Bangladesh

Les milieux qui, en Occident, défendent la libre exportation des médicaments, fussent-ils dangereux, le font au nom du respect des souverainetés nationales. En clair, les pays pauvres sont assez grands pour savoir ce qui est bon pour eux.

Dans la pratique, on a vu bien souvent les gouvernements du tiers monde qui osaient prendre des décisions autonomes subir des pressions intolérables.

A cet égard, l'exemple du Bangladesh mérite d'être signalé. Ce pays, l'un des plus pauvres et des plus peuplés de la planète, a eu le courage de prendre des mesures très énergiques en matière d'importation, de production et de distribution de médicaments.

Les résultats sont encourageants: la plupart des produits inutiles ou nuisibles ont été retirés du marché, la production locale, réorientée sur les médicaments essentiels, a augmenté considérablement, et les dépenses de santé ont diminué d'autant. Preuve qu'une note d'espoir peut trouver sa place dans ce concert cacophonique

san qui n'a pas souvent accès à l'antenne et que M. Schumann recommande de préserver, face au zurichois et au bernois, envahissants.

330'000 personnes ont regardé, en Suisse alémanique, le reportage de «Temps présent» sur le schwyzer-tütsch. Le mardi suivant, 48'000 téléspectateurs alémaniques ont assisté à la confrontation, après 23 heures, entre José Ribeaud et des Alémaniques sur le même sujet.

Un groupe de travail discute actuellement sur la création possible d'une banque verte. Les déposants se contenteraient d'un taux d'intérêt inférieur à la normale pour financer favorablement des projets écologistes.

■ (jd) Dans une récente étude (août 1987), le Fonds monétaire international a tenté d'y voir clair dans les statistiques de la balance des paiements internationaux. Il a notamment cherché à évaluer l'importance des capitaux en fuite provenant des pays endettés. Et plus particulièrement de distinguer ce qui est placement et investissement à l'étranger de ce qui est capital en fuite non annoncé comme fortune dans son propre pays par le détenteur de ces capitaux. On mesure la difficulté de l'exercice. Sur ce sujet très controversé, il est donc utile d'avoir des chiffres sûrs, émanant d'une autorité financière dont l'orthodoxie est bien connue. Les chiffres "garantis" sont d'autant plus accablants.

Capitaux en fuite

Entre 1975 et 1985, l'exportation totale des capitaux par les pays endettés est estimée à 200-300 milliards de dollars, dont 150 à 200 milliards de capitaux en fuite. Durant la même période, la dette extérieure de ces pays a augmenté de 750 milliards de dollars. La corrélation est donc extrêmement forte.

Première remarque: le phénomène est particulièrement aigu pour l'Afrique et l'Amérique latine, alors que l'Asie s'en tire bien.

Deuxième remarque, soulignée par les experts eux-mêmes: il y a quelques années encore, les banques commerciales recycloient l'argent reçu, et par des crédits commerciaux renvoyaient "chez eux" les capitaux reçus. Cette pratique a pris fin. La rareté des crédits commerciaux est une des difficultés majeures actuelles des pays endettés.

Exportation de capitaux des pays endettés 1975-1985 (en milliards de dollars)

Le premier chiffre indique le total des exportations et le second, la part de capitaux en fuite

Afrique	30.4 – 28.5
Asie	50.6 – 18.3
Proche Orient (pays sans ressources pétrolières)	23.1 – 6.2
Amérique latine	131.0 – 106.6

La Suisse des cerveaux

■ (jg) Deux Suisses prix Nobel de physique à une année d'intervalle, et qui plus est travaillant dans le même laboratoire, celui d'IBM à Rüschlikon. La presse romande a peu mis l'accent sur cet étonnant doublé. Il y a d'ailleurs une étrange pudeur des médias face aux succès scientifiques de nos compatriotes. Que l'on imagine seulement les cocoricos de nos voisins d'outre-Jura si des Français obtenaient le prix Nobel deux années de suite dans la même discipline! On peut tirer de ce double résultat des constats intéressants sur notre propre pays et sur son organisation de la recherche. Tout d'abord, les deux découvertes qui ont valu ces prix relèvent de la physique expérimentale plutôt que de la théorie. La mise en évidence de "l'effet-tunnel" qui permit à Heinrich Rohrer d'obtenir le prix en 86 a pour conséquence

la réalisation d'un type entièrement nouveau de microscope électronique, mais il ne s'agit pas d'une percée théorique fondamentale. Il en va de même pour les "oxydes de Zurich", ces céramiques supraconductrices développées par Alex Müller et Georg Berdnoz. Dans les deux cas, on a affaire à ce que l'on pourrait appeler - que nos Nobel me pardonnent - du bricolage de génie, très intuitif, ayant d'abord provoqué, avant le succès, le scepticisme amusé des confrères. Ces réussites ont quelque chose de profondément helvétique. Dans le domaine scientifique, la Suisse n'a jamais été, du moins dans ce siècle, un pays de créateurs, réalisant des percées conceptuelles. Nous sommes un peuple de techniciens, précis, habiles, souvent inventifs. Dans cette perspective, Alex Müller et

Heinrich Rohrer sont bien au sommet de cette pyramide qui a sa base sur les ETS et qui passe par les écoles polytechniques. Un autre aspect intéressant est celui de la répartition des prix Nobel suisses dans le temps. Les académiciens suédois ont couronné dix-huit de nos compatriotes. Le chiffre est impressionnant. Une statistique rapportant les prix au nombre d'habitants mettrait la Suisse tout près de la première place. Depuis la création du Nobel en 1901, ces récompenses sont assez bien réparties dans le temps, à l'exception d'un trou béant de près de 30 ans entre 1948, prix de chimie pour la découverte du DDT par Paul Müller, et 1975, à nouveau prix de chimie, à Vladimir Prelog, pour des travaux sur les enzymes. Ce creux correspond justement à la période où l'on parlait d'exode des cerveaux, où les meilleurs de nos scientifiques partaient aux Etats-Unis, faute de trouver chez nous des conditions satisfaisantes. Il faudra qu'IBM cède son laboratoire zurichois, que les chimiques de Bâle

EDUCATION

Où vont les fils d'immigrés?

■ (ag) *Numerus* édité par le SCRIS (Service cantonal vaudois de recherche et d'information statistiques) publie les résultats, dignes d'attention, d'une étude sur l'orientation scolaire des enfants d'immigrés dans le canton de Vaud. Ils révèlent combien pèse sur les enfants le double handicap de la langue et de la condition sociale des parents. C'est ainsi que les enfants dont la langue maternelle est l'allemand ou l'anglais, et qui doivent appartenir à un milieu social élevé (cadres, informaticiens, etc...) se retrouvent orientés, en pourcentage, les plus nombreux dans les collèges secondaires (à vocation pré-gymnasiale) quand bien même le français n'est pas leur langue maternelle. Faibles chances en revanche pour les enfants portugais. Non seulement plus du 50% sont orientés en classes primaires, mais 12,8% sont placés en classes de développement, destinées en principe à des enfants qui subissent un handicap intellectuel ou caractériel.

Ces chiffres sont antérieurs à l'application de la nouvelle loi scolaire, qui - par sa sélection hâtive, sa référence constante à la moyenne de la classe - durcit encore ce type de ségrégation. Observation réelle d'un des maux qui menace la Suisse (la polyclérose). Une population sans droits civiques est maintenue par sélection scolaire dans

une situation sociale aux chances plus réduites. Du même coup, cela permet d'apaiser la population de souche sur les "qualités" de sa descendance. Comme il faut 25% d'enfants en primaire, Italiens, Espagnols, Portugais occupent une bonne partie des places. De là à croire que les indigènes sont les meilleurs! Danger d'un début d'apartheid.

Répartition en % des élèves selon le type d'enseignement et la langue maternelle en 86
sans les zones pilotes, non significatives

Langue maternelle	Type d'enseignement				Ensemble Nombre
	Primaire	Primaire supérieur	Collège secondaire	Développement	
Français	26.9	22.3	38.7	2.7	20320
Italien	45.1	18.3	19.1	8.4	1467
Espagnol	44.9	19.5	21.7	7.9	1138
Allemand	16.2	19.5	49.4	1.9	852
Portugais	53.9	10.3	13.3	12.8	390
Anglais	13.1	16.6	55.3	1.5	199
Autres	27.6	13.5	36.8	11.6	622
Ensemble	28.7	21.4	36.9	3.6	24988

La psychologie au service de Mercure

investissent massivement dans la recherche et que le Fonds national obtienne des moyens importants pour que la situation change enfin. Il est permis de rappeler que le Japonais qui a obtenu cette année le prix de médecine a effectué une partie de ses travaux de recherche au laboratoire d'immunologie de Bâle, financé en grande partie par Hoffmann-La Roche. On peut même affirmer qu'avec 4 prix Nobel dans les 12 dernières années, la recherche scientifique est actuellement d'une extraordinaire fertilité dans notre pays.

L'exode des cerveaux des années 50 et 60 a frappé également le monde littéraire. Georges Borgeaud ou Philippe Jacottet dans les années 50, plus tard Yves Velan ou Roland Jaccard ont eux aussi quitté la Suisse. Aujourd'hui, les intellectuels restent sur place, mais on n'a pas le sentiment que la créativité artistique de nos années 80 soit à la hauteur de l'inventivité scientifique.

Un autre constat que l'on peut tirer de ce double prix Nobel touche à la différence entre la recherche à l'Université ou dans une entreprise privée. Un article de Barbara Vonarburg l'a excellemment souligné dans le *Tages Anzeiger* du 15 octobre. Dans une Université, le chercheur doit donner des cours à des étudiants et consacrer une partie de son temps à des tâches administratives. Souvent, il ne lui reste que les vacances universitaires pour ses travaux. Un universitaire devra penser à sa carrière. Les promotions sont décidées en commission. Il est en concurrence avec ses pairs. Il faut produire à tout prix des résultats. Il doit aussi veiller à ne pas déplaire, toutes choses guère favorables à l'émergence de nouvelles découvertes. Rien de tel à Rüslikon, où Müller et Rohrer peuvent passer tout leur temps à leurs travaux.

Faut-il décrier la recherche universitaire? Les Français ont cru trouver la réponse en créant le CNRS, organisme public où des chercheurs ne font que de la recherche, et qui a sombré dans le fonctionnariat et les luttes d'influence...

Il semble surtout que le secret de la réussite du centre IBM de Zurich réside dans le talent d'animateur et d'organisateur de son directeur Martin Reiser. La recherche publique manque de bons organisateurs et d'administrateurs de qualité.

Les grandes sociétés et banques suisses découvrent la psychologie; elles constatent que, finalement, tout ne s'achète pas... Par contre, tout s'apprend: la bonne entente, la compréhension des collaborateurs hors-normes, la meilleure pose ou le bon mot pour s'imposer dans une réunion ou à l'écran. C'est tout au moins ce que semblent penser les états-majors des grands groupes de notre pays. Les séminaires de week-end se multiplient, auxquels sont invités les psychologues et les sociologues qu'ils détestaient après 68. Ils sont maintenant des interlocuteurs privilégiés, des maîtres de jeu entre les cadres conviés.

L'analyse du comportement en groupe est une nouvelle donnée de la carrière d'un cadre: on essaie de prévenir, par des jeux de rôles, des situations psychologiques nuisant à la bonne marche des affaires. Lorsque des changements de structure ou des licenciements sont nécessaires, des équipes juridico-socio-psychologiques sont installées pour aider les cadres concernés à surmonter le choc, et à se plier en sérénité (et partir plus vite). Si dans un sérail de haut management des dissensions se manifestent, on peut même louer les services — coûteux — de psychologues «volants» qui se parachutent à n'importe quelle heure pour desserrer les nœuds. Si nécessaire, les femmes des cadres sont également conviées, pour des séances entres-elles ou avec leurs maris...

Tout ceci est très ambigu. Il est réconfortant de constater que les seuls liens de dépendance et de hiérarchie ne sont pas la meilleure courroie de transmission — c'est presque un aveu. Toutefois, ce constat — le management a des raisons que la raison ne connaît pas — l'induit à resserrer encore l'étau de la gestion rationnel-

le. On essaie de mettre la main le plus scientifiquement possible sur tous les autres facteurs qui bougent. Et même si l'un ou l'autre des chefs ou des subordonnés oublie, le temps d'un séminaire en campagne, les liens de pouvoir qui les tiennent à leur place de travail, les réalités finiront par s'imposer. Pire, si les participants ouvrent leur cœur de quelques millimètres de trop pendant la séance innocente sur l'herbe, les lendemains, dans les bureaux, risquent de voir s'intensifier encore la lutte par pointes d'aiguilles qui — plus que la lutte ouverte — sévit dans ces étages.

Et la liberté individuelle dans tout cela? Etre choisi et admis à un séminaire hors cadre est toujours une marque de distinction. Le refuser serait un signe d'ingratitude, et parce que c'est un séminaire psychologique, un aveu d'avoir quelque chose à cacher, de ne pas vouloir jouer le jeu. Le fait que quelquefois même les partenaires (ce sont toujours des femmes...) soient «invitées» à l'exercice est révoltant. Car un refus serait interprété comme un forfait du cadre lui-même.

La psychologie ne peut qu'en sortir perdante, même si ce sont d'anciens soixante-huitards — ou proches — qui la pratiquent ainsi. Cette psychologie s'abaisse, l'engineering social faisant croire que les déviations du comportement humain sont à expliquer, à niveler, niant qu'il existe un ordre social dans lequel nous nous trouvons, qui a ses propres règles, inhibitions et imperfections. Il vaudrait mieux s'attaquer à ces imperfections.

Beat Kappeler

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Beat Kappeler est secrétaire USS.

Excursions internationales

■ (pi) On a pu le vérifier avec Tchernobyl: les frontières n'empêchent pas les «excursions de puissance» de visiter les Etats voisins. Elles semblent par contre rester hermétiquement closes aux consultations internationales. SuperPhénix nous en a donné une nouvelle preuve: non pas que la France ait exclu un dialogue avec la Suisse. Le Conseil fédéral a préféré ne pas lui en donner l'occasion en rejetant, pour des raisons purement formelles, la demande que lui adressait le Conseil d'Etat genevois, à savoir obtenir une expertise sur les problèmes de sûreté du surgénérateur de Creys-Malville, auprès de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) de Vienne. On s'achemine maintenant gentiment

vers la remise en activité de SuperPhénix, sans qu'aucune expertise sérieuse n'ait été publiée. La question de la prise en compte de l'avis, et de l'information de toutes les populations concernées par une exploitation nucléaire reste plus que jamais d'actualité: à l'heure de la construction de l'Europe, c'est un anachronisme que des centaines de milliers de personnes soient tout simplement ignorées, au nom de l'indépendance des Etats. Une question aux effets aussi irréversibles que l'énergie nucléaire ne peut se limiter aux seules discussions diplomatiques. Des échanges d'information, des programmes de secours internationaux, des mesures de prévention sont nécessaires. Le récent accord franco-suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave devrait le rendre possible, notamment par le biais de son article 13 (voir encadré).

Concernant Creys-Malville, une expertise va certainement se faire, commandée par l'Association pour l'appel de Genève (APAG). Cette association, fondée il y a dix ans par des scientifiques pour informer sur la surgénération, a décidé de ne pas se contenter de la léthargie des autorités: son assemblée générale se réunira le vendredi 30 octobre, et décidera certainement de lancer un appel de fonds pour financer une expertise scientifique sur les risques technologiques de SuperPhénix. L'APAG souhaite confier cette étude au bureau d'ingénieurs-conseils de Brême qui a effectué une étude similaire à propos du surgénérateur de Kalkar (RFA), cinq fois moins puissant que SuperPhénix, et qui n'a toujours pas reçu d'autorisation d'exploitation. Cette étude avait été commandée et financée par le gouvernement du land allemand de Basse-Saxe. L'APAG estime possible d'adapter les analyses faites pour Kalkar et de profiter largement de la documentation scientifique disponible sur SuperPhénix pour réaliser son étude, dont le coût sera de 15'000 fr.

On le voit, l'APAG prend les choses en main, pour pallier les «carences de l'Etat». Le gouvernement genevois s'est pourtant déjà montré rela-

tivement actif, suite justement à une lettre et à une entrevue avec l'APAG. Les scientifiques réclamaient un arrêt définitif de SuperPhénix, alors que le gouvernement genevois demandait au Conseil fédéral une expertise de l'AIEA. L'APAG remet fortement en question «l'autorité de cette officine des Nations Unies (qui) nous paraît à tout le moins sujette à caution» en raison notamment de «son activité pour la promotion unilatérale de l'énergie nucléaire au détriment de toutes les sources d'énergies renouvelables et de toutes les perspectives d'énergies douces». Et de préciser que ce n'est que tout récemment que la sécurité des installations nucléaires civiles a été ajoutée à ses compétences. On sait la réponse du Conseil fédéral: une expertise par l'AIEA n'est légalement pas possible. Tout laisse penser que le Conseil fédéral a plus travaillé à démontrer l'impossibilité de faire réaliser une telle étude, qu'à la rendre possible. Son interprétation restrictive des statuts de l'AIEA ne laisse planer aucun doute à ce sujet.

Autre intéressé de taille: le Canton de Vaud. Sollicité également par l'APAG, le Conseil d'Etat ne voyait aucune urgence et disait en substance qu'il s'occupait de la question, en collaboration avec le gouvernement genevois. Une rencontre entre des délégations des Conseils d'Etat vaudois et genevois a eu lieu le 15 septembre, au cours de laquelle Creys-Malville était à l'ordre du jour. Les Genevois y ont sensibilisé leurs voisins à un système d'alerte en cas de pépin à Creys-Malville. Mais le Conseil d'Etat vaudois semble bien peu préoccupé par la question: Genève a réécrit au Conseil fédéral le 28 septembre pour lui dire sa déception de voir le problème réglé par une simple argumentation juridique; pas trace d'un quelconque soutien du Canton de Vaud dans cette démarche, pourtant postérieure à la rencontre inter-cantonale.

Les nuages radioactifs continuent de se déplacer plus rapidement que l'information.

Mme Monique Sené, physicienne, maître de recherche au CNRS, parlera vendredi 30 octobre à 20.15 heures à l'Uni de Genève (3, pl. de l'Université, bâtiment central, salle B112) des problèmes de sûreté et de sécurité du surgénérateur SuperPhénix de Creys-Malville. La conférence est organisée par l'APAG.

A l'aide

L'article 13 de l'accord franco-suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave, déjà ratifié par le Conseil fédéral et soumis dernièrement aux Chambres, pourrait venir en aide au gouvernement genevois. Il prévoit en effet que: «Les autorités (...) coopèrent dans les limites de leur droit national respectif et peuvent conclure des arrangements particuliers, notamment sur:

- a) L'exécution des opérations de secours;
- b) Des mesures de prévention et de lutte contre les catastrophes et les accidents graves, en échangeant toutes les informations utiles de caractère scientifique et technique y compris sur les risques et les dommages susceptibles d'affecter le territoire de l'autre partie contractante (...) en prévoyant des réunions, des programmes de recherche, des cours techniques et des exercices d'opération de secours sur le territoire de chacune des parties contractantes.